

SYRIE

L'armée sur le point de lancer la bataille d'Alep

L'armée syrienne s'apprête à lancer l'assaut de la ville et de la province d'Alep (nord) pour reconquérir les zones contrôlées par les rebelles, a affirmé hier à l'AFP un responsable des services de sécurité syriens.

Cette annonce intervient après la reconquête cette semaine de l'ensemble de la région de Qousseir, ex-fief rebelle dans le centre-ouest du pays par l'armée avec l'aide déterminante du Hezbollah chiite libanais.

«Il est probable que la bataille d'Alep commence soit dans les heures, soit dans les jours qui viennent, et ce, en vue de récupérer les villages et les villes occupés (par les rebelles) dans la province», a indiqué la même source.

Le responsable, qui n'a pas fourni plus de précisions, a ajouté que «l'armée arabe syrienne est prête à exécuter sa mission dans cette province».

Des analystes avaient affirmé à l'AFP que le régime, fort de son succès à Qousseir, se préparait à l'assaut d'autres régions qui échappent à son contrôle.

Le quotidien syrien *Al-Watan*, proche du pouvoir, a indiqué hier que l'armée a «commencé à se déployer à grande échelle dans la province d'Alep, en préparation à une bataille qui sera livrée à l'intérieur de la ville et dans sa périphérie».

Les rebelles avaient lancé la bataille d'Alep il y a près d'un an

et depuis, des combats et des bombardements quotidiens secouent cette deuxième ville du pays et ex-capitale économique de Syrie.

Al-Watan a également ajouté que «l'armée syrienne va exploiter l'expérience de Qousseir, dans la région de la Ghouta (près de Damas) et avancer dans la province de Hama (centre) contiguë à celle de Homs».

«Les conséquences de la bataille de Qousseir vont (...) dessiner les contours de l'avenir politique de la Syrie», résume le journal.

L'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH) avait rapporté il y deux jours que l'armée syrienne massait des «milliers de soldats» dans la région d'Alep dans le but de reprendre les positions rebelles et de couper leurs approvisionnements en armes à partir de la Turquie toute proche qui les soutient.

L'ONG avait également indi-



La bataille d'Alep fait toujours rage entre les rebelles et l'armée.

qué que le Hezbollah avait envoyé «des dizaines de ses cadres pour former des centaines de Syriens chiites au combat», mais pas de combattants.

«L'armée pourra-t-elle remporter des victoires à Alep comme à Qousseir ?», s'interroge Rami Abdel Rahmane, président de l'OSDH. «Qousseir a été

totallement assiégée par le Hezbollah, en raison de la proximité de la frontière libanaise», a-t-il dit.

«Mais le Hezbollah n'est pas une armée et ne peut se déplacer en masse dans tout le territoire syrien», a précisé M. Abdel Rahmane.

Dans la ville de Homs, où subsistent des poches rebelles assiégées depuis un an, des militants ont exprimé la crainte qu'ils ne soient visés après Qousseir.

«Nous avons essuyé cinq assauts en un an, mais Qousseir était le principal objectif. Maintenant on craint qu'ils ne tournent leur attention vers Homs», a affirmé à l'AFP via internet un militant qui se fait appeler Abou Yazan. «Le siège se resserre de plus en plus, il n'y a pas de porte de sortie et les provisions de nourriture que nous avons stockées s'amenuisent», affirme de son côté Abou Bilal, un autre militant.

TURQUIE

Concert et meeting devant des milliers de personnes place Taksim à Istanbul

Des milliers de manifestants ont repris possession hier après-midi de la place Taksim d'Istanbul pour assister à un concert et à une réunion politique, au dixième jour de la mobilisation contre le Premier ministre Recep Tayyip Erdogan.

Sur une tribune dressée dans la matinée au milieu de la place, les harangues dénon-

çant la politique du gouvernement et les brutalités policières se succédaient, entrecoupées de morceaux de musique et immanquablement ponctuées de «Tayyip, démission !» ou «gouvernement, démission !» scandés par la foule.

Dans cette bataille de la mobilisation, le chef du gouvernement s'est exprimé pour sa

part devant des milliers de partisans, d'abord à l'aéroport d'Adana (sud), puis dans une salle de sport Mersin (sud) pour dénoncer les protestataires et demander à ses troupes de leur «donner une leçon» de démocratie lors des élections municipales de 2014.

M. Erdogan était attendu en fin de journée d'hier dans la capitale Ankara.

AFRIQUE DU SUD

Mandela, toujours hospitalisé

Les Sud-Africains étaient sans nouvelles hier après-midi de l'ex-président Nelson Mandela dont le dernier bulletin de santé remonte à samedi matin et le décrivait dans état «préoccupant», alors que beaucoup souhaitent que leur bien-aimé «Madiba» puisse finir sa vie «dans la dignité».

Le héros de la lutte contre l'apartheid, qui aura 95 ans le 18 juillet, faisait la une des journaux du dimanche. Mais la présidence n'avait toujours donné aucune information sur son état depuis l'annonce de son hospitalisation dans la nuit de vendredi à samedi.

A Qunu, le village natal de Mandela dans le sud de l'Afrique du Sud profonde, son petit-fils et chef du clan Mandla Mandela, 39 ans, a observé un mutisme inhabituel à l'égard des journalistes venus lui demander des nouvelles, a rapporté la chaîne d'information continue NCA.

Samedi matin, le porte-parole de la présidence avait simplement indiqué que le vieil homme souffrait d'une rechute de sa pneumonie et que son état s'était aggravé dans la nuit au point de nécessiter son hospitalisation.

«Je veux me joindre aux nombreux Sud-Africains qui souhaitent à notre ancien pré-

sident et icône Mandela bonne chance et un prompt rétablissement à l'heure où nous le savons à l'hôpital depuis hier», a déclaré à des journalistes le ministre de la Justice Jeff Rabebe.

Et si lors des offices chrétiens de nombreuses églises du pays, l'heure était à la prière, beaucoup en Afrique du Sud hésitent entre espérer la guérison de Mandela ou lui souhaiter de s'éteindre en paix.

«Il est temps de le laisser partir», titrait en une le grand journal *Sunday Times* au-dessus d'une photo d'archives d'un Mandela souriant et saluant de la main, comme pour un au revoir.

«Sa famille doit le laisser maintenant, de façon à ce que Dieu puisse faire à sa façon», dit dans le *Sunday Time* Andrew Mlangeni, un ami de longue date de Mandela, résumant une opinion assez largement exprimée depuis 24 heures, sur les réseaux sociaux notamment.

«Ils doivent le libérer, spirituellement, et s'en remettre à leur foi en Dieu (...) Nous dirons merci, Dieu, de nous avoir donné cet homme, et nous le laisserons partir», poursuit M. Mlangeni.

«Il mérite de partir dans la dignité»

Sur Twitter, les appels à laisser Mandela finir sa vie paisiblement s'accumulaient. «Faut-il prier pour que Tata Madiba aille

bien ou pour que Dieu le délivre de ses souffrances ? Je crois qu'il est temps que nous le laissions partir.» «Il est temps pour nous de le laisser s'en aller calmement, paisiblement, avec élégance. Il mérite de partir dans la dignité.»

«Tata» (père) et «Madiba» (son nom de clan) sont deux façons respectueuses et affectueuses de s'adresser à Mandela en Afrique du Sud.

City Press de son côté a titré avec l'appel du président Jacob Zuma à prier pour le premier Président noir d'Afrique du Sud, tandis que le populaire *Sunday Sun* lançait en première page : «Mandela se bat pour sa vie !»

A Pretoria, de nombreux journalistes et photographes étaient toujours rassemblés hier devant l'hôpital où pourrait être traité le prix Nobel de la paix 1993. Mais la présidence n'a pas dévoilé l'endroit exact de son hospitalisation et la presse en est réduite à des suppositions.

Mandela était apparu très affaibli sur les dernières images qui ont filtré fin avril, à l'occasion d'une visite à son domicile des plus hauts dirigeants du pays.

On y voyait le vieil homme assis sur un fauteuil, les jambes cachées par une couverture, posées à plat sur un repose-pieds. Son visage semblait de cire et n'exprimait aucune émotion, alors que ses visiteurs

plaisantaient autour de lui. A un moment, il semblait prononcer un mot. En mars, des proches avaient aussi laissé entendre qu'il commençait à perdre la mémoire.

Il avait été hospitalisé pour la dernière fois fin mars début avril, pendant dix jours, également pour une infection pulmonaire récurrente, probablement liée aux séquelles d'une tuberculose contractée pendant son séjour sur l'île-prison de Robben Island, au large du Cap.

C'est dans ce bagne qu'il avait passé dix-huit de ses vingt-sept années de détention dans les geôles du régime de l'apartheid, cassant des cailloux dans une pousière qui a durablement endommagé ses poumons.

Mandela, bien que totalement retiré de la vie publique depuis des années, n'en reste pas moins vénéré par tout un peuple, pour avoir réussi à éviter une explosion de violence raciale lors du passage entre le régime ségrégationniste et la démocratie en 1994.

Cette transition réussie lui a valu le prix Nobel de la paix en 1993, partagé avec le dernier président de l'apartheid, Frederik De Klerk. L'archevêque Desmond Tutu, autre figure majeure de la lutte anti-apartheid et lui aussi prix Nobel de la paix, l'a qualifié un jour d'«icône mondiale de la réconciliation».